

La FDNB au Sud-Kivu

Entre la traque, le blocus comme décision stratégique et des actions de rapprochement entre les communautés locales en conflit

Nuru Afrika & GECSH/CERUKI – novembre 2025



Soldats Burundais au marché de Kitoga. Crédit Photo : Kaya, Kapinga, Kazamwali, Justin Sinderi & Musamba/ mars 2024

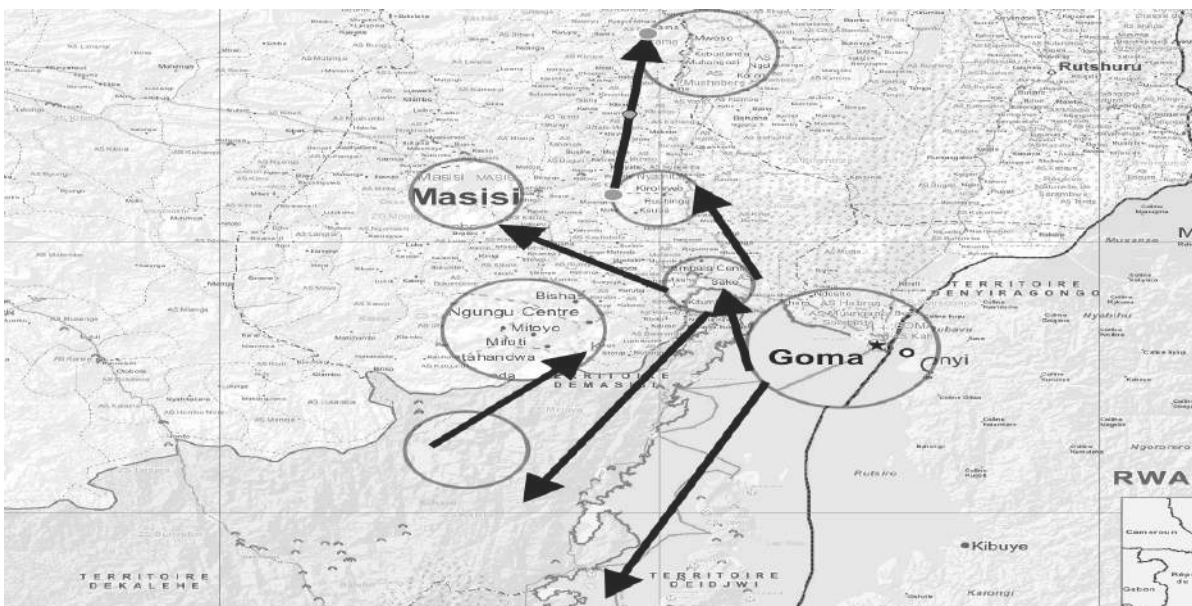
Josaphat Musamba

Introduction

Dans les hauts plateaux de Fizi et Mwenga, plus précisément à Madegu/centre, de nombreux habitants Banyamulenge ont manifesté leur ras-le-bol contre l'armée burundaise, les FARDC et leurs alliés, en raison du blocus qui leur est fatal. Auparavant, des médias rwandais, des communicants de l'AFC/M23 et des MRDP-Twirwaneho avaient fait des déclarations contre cette armée venue prêter main forte aux FARDC dans sa stratégie militaire d'endiguement. Dans le même esprit, certains idéologues pro-Kigali et une originaire de l'ex-Yougoslavie et naturalisée française ont accusé l'armée burundaise d'avoir exterminé des Tutsis au Nord-Kivu. Bref, ceux qui travaillent dans le marketing de la violence ont présenté le Burundi comme un acteur dont les finalités seraient celles de commettre un crime de masse contre les Tutsis en RDC, alors qu'ils ont intentionnellement oublié que cette armée est entrée avec l'accord de la RDC. Si le porte-parole de la FDNB, le général Gaspard Baratuza, a démenti ces accusations, il a également précisé la mission de cette armée. Malgré tout, il a été la cible d'attaques sur son compte X, et un « chercheur » issu de la communauté Banyamulenge a répliqué à sa déclaration dans un média pro-rébellion Voice of Kivu. En plus, un média burundais avait également renforcé ce point controversé. Comment expliquer la présence burundaise dans un conflit qui a commencé en 2021 ? Est-il vrai que la mission de l'armée burundaise est de commettre les crimes de masse contre les Banyamulenge ou les Tutsis à l'est du Congo ?

En août 2022, les soldats burundais sont entrés au Sud-Kivu, quelques mois après la résurgence du M23 et son extension aux territoires de Masisi et de Rutshuru. À cette période, le Burundi n'est entré que pour combattre les milices étrangères (burundaises) aux côtés des forces armées de la République démocratique du Congo. Déployée dans le territoire d'Uvira, elle a été opérée en deux étapes avec des ordres de bataille différents. Si les premiers soldats se sont rendus dans la chefferie plaine de la Ruzizi (Luberizi) ensuite celle des Bafuliru, en direction de Magunda (territoire de Mwenga), les autres se sont affrontés aux rebelles à Bijombo, avant de se rendre à Minembwe (Madegu), où ils sont restés avec la MONUSCO et des chefs locaux Banyamulenge. Ils ont ensuite déployé leurs hommes près de l'ancien camp de personnes déplacées internes de la communauté Banyamulenge dans le village Mikenge 1, en direction du centre de santé pour assurer leur sécurité. Le retrait des FARDC, chassées par les Banyamulenge en quête de libération entre février et mars 2025, a conduit les FDNB à poursuivre leurs ennemis dans les retranchements de Mutambala et à se repositionner autrement. Le retrait des Burundais était également un facteur important. Alors que leur déploiement au Nord-Kivu en 2023 et 2024 était motivé par des considérations sécuritaires, certains sont allés jusqu'au territoire de Masisi. D'abord dans le cadre de la communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), ils sont restés après le départ de celle-ci et d'autres ont été invités par Kinshasa sans en avertir les partenaires sécuritaires à Goma. Certains de ces militaires ont été capturés et détenus par l'AFC/M23 ; d'autres ont perdu la vie, pendant que les autres auraient été libérés discrètement selon Kivumorningpost du 5 août 2025.

L'objectif de cet article est double. D'une part, proposer une lecture factuelle des motivations d'une présence burundaise sur le sol congolais selon une approche de défense et de sécurité ; d'autre part, décrire et expliquer les actions visant à apaiser les tensions entre les communautés locales en marge des opérations militaires. Pour rappel, entre 2022 et 2024, la FDNB était déployée simultanément au Sud et au Nord-Kivu. Cependant, depuis la prise de Bukavu et de Goma, elle s'est repliée vers le sud de la province, où elle a installé un verrou à Luvungi et à Katogota, tout en se déployant le long de la frontière Congolo-burundaise et dans les hauts plateaux où elle avait renforcé ses positions. Ce décryptage est structuré autour de cinq axes. Le premier présente le fondement de la coopération militaire bilatérale entre la RDC et le Burundi, le deuxième est centré sur le déploiement des forces burundaises au Nord et au Sud-Kivu, le troisième analyse le blocus comme stratégie/ décision stratégique, le quatrième détaille les actions de pacification mises en place par les Burundais et le cinquième présente les perceptions locales aussi bien des Congolais et que des burundais bien que ces derniers soient divisées.



1. Coopération militaire

Dans sa politique de sécurité et de défense, la RDC considère les groupes armés comme des menaces internes et externes. Bien que ses services délèguent la violence physique légitime à certains groupes, l'AFC/M23 est pour lui la plus grande menace, en raison de son soutien rwandais. Présenté comme un groupe terroriste, la RDC a fini par négocier un accord cadre à Doha le 15 novembre 2025, les protocoles sont à négocier. Ces accords de coopération militaire sont constitutionnellement consacrés¹ et tous les États en font des accords de stabilité à l'instar de l'accord militaire entre la RDC et la République centrafricaine. Dans son approche sécuritaire la RDC semble privilégier l'usage d'accords bilatéraux, similaire aux approches d'autres pays dans la région, y inclus le Rwanda. Sachant que les groupes armés burundais, soutenus par le Rwanda

¹ Il convient de noter que certains accords militaires devraient être présentés devant la représentation nationale. Si le Rwanda a présenté ses accords de Washington, la République démocratique du Congo et le Burundi présentent rarement leurs accords militaires pour discussion devant leurs assemblées nationales.

BIGORRE.ORG > AERO > NOTAM GOMA INTERNATIONAL

NOTAM ET INFOS DE L'AÉROPORT DE GOMA INTERNATIONAL (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO) FZNA GOM

News	Spectacles	Guide de Tarbes	Tourisme
------	------------	-----------------	----------

A- A+ Bright Dark °C °F

-NOTAM A0110/25 SERVICE DE LA CIRCULATION AERIEENNE ET D'AERODROME DE L'AEROPORT DE -
valable à partir du vendredi 29 août 2025 à 14:40 jusqu'au dimanche 30 novembre 2025 à 23:59
 SERVICE DE LA CIRCULATION AERIEENNE ET D'AERODROME DE L'AEROPORT DE
 GOMA NON DISPONIBLES.
 CAUSE CONFLIT ARME EN COURS .
 POUR TOUTE INFORMATION SUPPLEMENTAIRE , CONTACTER AAC/RDC.
 EMAIL : INFO (AT) AACRDC .ORG
 TELEPHONE : +243 812 237 602
 AIR TRAFFIC SERVICES AND AERODROME SERVICES AT GOMA AIRPORT
 UNAVAILABLE.
 DUE TO ONGOING ARMED CONFLICT
 FOR ANY FURTHER INFORMATION , PLEASE CONTACT DRC CAA.
 EMAIL: INFO (AT) AACRDC .ORG
 PHONE : +243 812 237 602)
 Publié le vendredi 29 août 2025 à 16:47

avant que ce dernier ne se rétracte, ont également menacé la RDC et le Burundi, ces deux États ont convenu de signer un accord militaire pour traquer ces insurgés burundais dans les montagnes de la RDC. Il faut noter qu'au départ, ce sont plus de 800 soldats qui sont venus, mais ils ne s'arrêteront pas là. Leur cible : les hauts plateaux, avec pour mission d'abord de traquer les RED - Tabara et les FNL. Ils en ont profité pour sécuriser les Banyamulenge (camp de Mikenge¹), qui se plaignaient que les RED-Tabara pillaient leur bétail et les tuaient. Leur déploiement aurait été un succès, de nombreux groupes armés se sont rangés.

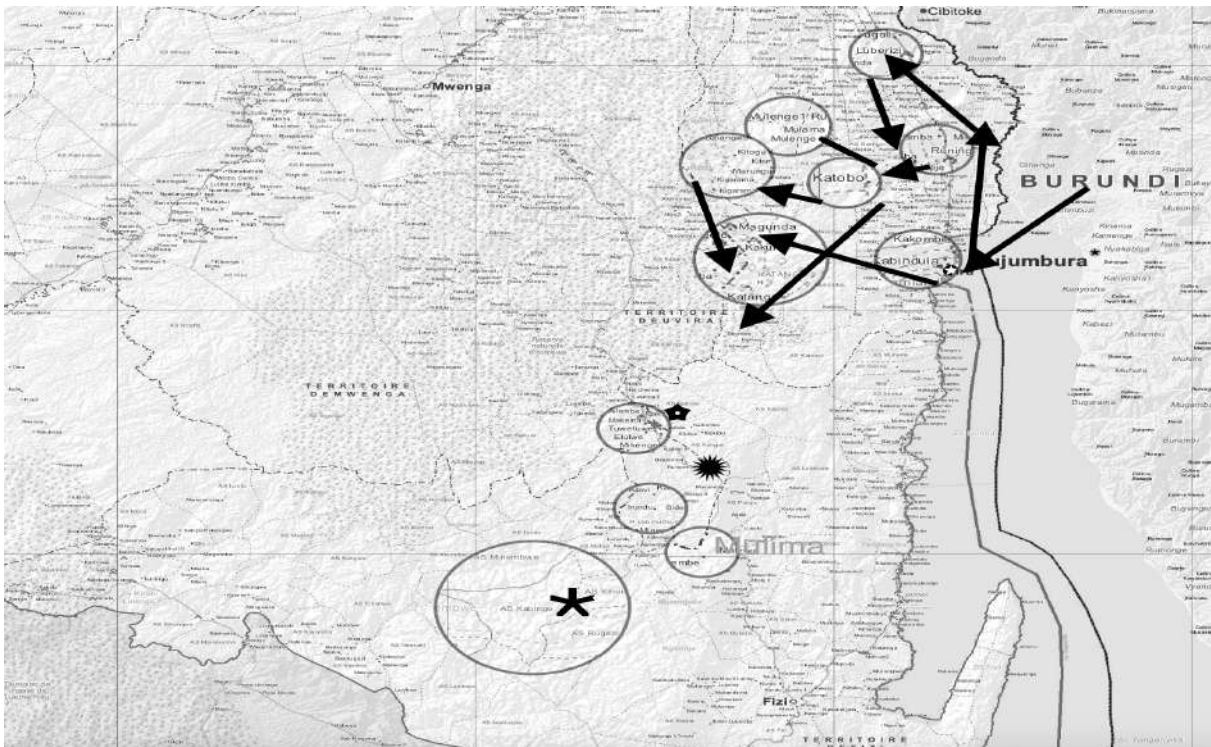
2. Jamais au Sud-Kivu, sans au Nord ?

Pendant que les FARDC traquaient l'AFC/M23 au Nord-Kivu, la rébellion de Sultani Makenga et de Corneille Nanga étendait son territoire avec l'aide du Rwanda. La CAE avait alors proposé ses bons offices sur la demande de la RDC. Si les Burundais faisaient partie de la force EACRF, celle-ci a été invitée à se retirer par Kinshasa, car la RDC estimait que le général Kenyan n'avait pas rempli sa mission. On assure qu'un de leurs commandants serait resté à Goma à la demande de Kinshasa. Face à cette progression rebelle, Kinshasa et Gitega ont négocié un autre marché. Cette fois-ci, il s'agissait de déployer secrètement d'autres militaires burundais. Si pour un médias proche de régime Rwandais (IGIHE) ils sont des milliers de soldats, le nombre pas si précis. Certains ont été initialement déployés au Sud-Kivu, d'autres sont arrivés par voie aérienne, portant l'uniforme des FARDC, et d'autres encore sont allés à Goma. Ils ont été déployés dans les territoires de Masisi, mais aussi dans celui de Kalehe (Numbi). Si ces soldats étaient bien formés, ils ont été supplantés par les techniques de renseignement de l'AFC/M23 et du Rwanda. Grâce à l'utilisation de drones de surveillance et de reconnaissance, les Burundais ont été chaque fois battus et capturés, d'autres ont été blessés ; ces technologies contemporaines de guerre ont été avantageuses pour les troupes de l'AFC/M23 et des RDF. Finalement, on sait que les rapports de force ont tourné et que les Burundais ont été déployés aussi bien au Sud-Kivu qu'au Nord-Kivu. Actuellement, l'armée burundaise est concentrée au Sud-Kivu, dans les territoires relativement contrôlés par l'armée congolaise. Dans le cadre de ses missions, elle s'est repliée dans la plaine de le Ruzizi (Rusizi) ainsi que dans les hauts plateaux et est aujourd'hui au cœur d'une contestation, car elle a imposé un blocus à une agglomération composée de plusieurs villages de Banyamulenge. Comment

interpréter cette stratégie et qui décide effectivement sur les opérations FDNB au Congo ? Les lignes qui suivent tentent d'apporter une explication à travers un angle de défense territoriale

3. Contraignement ?

Depuis février 2025, lorsque les FARDC ont été chassées par les MRDP-Twirwaneho à Madegu et Mikenge, ils ont occupé leurs positions avec l'aide des commandos des AFC/M23. Ces derniers avaient été déployés pour renforcer la sécurité des Banyamulenge. Entretemps, des aéronefs rwandais ont commencé à effectuer des rotations dans ces zones, si bien que l'un était tombé en panne et finit par être bombardé. La rébellion et le gouvernement Rwandais disaient qu'il s'agissait



de vol humanitaire alors que la RD Congo avait formellement interdit des aéronefs dans son espace aérien en annonçant une NOTAM² aux usagers de l'espace aérien Congolais. Les FARDC avaient braqué les drones dans l'atmosphère des hauts plateaux à travers leur centre de coordination des opérations. Certains tirs ont tué le général Michel Rukunda (Makanika). D'autres tirs ont suivi, touchant des cibles tantôt civiles ou pas à Minembwe/centre ou à Mikenge. Parallèlement, les opérations militaires contre les positions des MRDP/Twirwaneho et des groupes Wazalendo à Rugezi, Tuwetuwe et dans la forêt de Mukoko se poursuivent dans les zones tampon. Parallèlement, d'autres groupes armés locaux ont décidé de bloquer les ravitaillements en vivres et en nourriture dans les zones dominées par les Banyamulenge. Ces interdictions étaient strictes, car

² Les NOTAM sont des textes courts qui informent les usagers de l'espace aérien des restrictions et autres modifications temporaires de cet espace. Certains sont liés à des manœuvres militaires ou à des tirs, tandis que d'autres peuvent être émis en cas de catastrophe naturelle, comme une éruption volcanique à proximité d'un aéroport, ou de conflit armé. L'Autorité de l'aviation civile de la RDC en a émis un en raison du conflit actuel avec le Rwanda et la rébellion de l'AFC/M23.

les commerçants étaient punis et traqués. Il faut rappeler que, depuis plus de huit ans, les Bembe, Fuliru et Nyindu sont en conflit avec les Banyamulenge, mais ils commercent des bières burundaises (AMSTEL et PRIMUS), du sucre, du sel et d'autres produits avec eux, par l'intermédiaire de commerçants ambulants Bashi. Ces derniers ont joué un rôle crucial dans la connexion de cet espace de conflits. Fort de ces interdictions, les prix ont grimpé à Minembwe et à Mikenge. Les Banyamulenge achètent par le biais de paiement mobile, la « banque de développement de Minembwe », qui est incapable de faire des transactions, ne fonctionne pas.

Puisque les Burundais ont appris les opérations que leurs ennemis envisageaient, ils se sont déployés dans le groupement Balala-Nord, à Mikalati. L'idée est de bloquer les mouvements de connexion entre les MRDP/Twirwaneho de Mwenga, Uvira et Fizi. Cette décision est tenable sur le plan stratégique, mais elle étouffe les Banyamulenge, qui ne sont pas des militaires. C'est pour cette raison que nous appelons à l'ouverture d'un couloir humanitaire. A propos, selon les informations à notre possession, deux délégation se sont rendus à Gitega. D'abord celle de l'AFC/M23 selon Afrique Intelligence, ensuite celle MRDP-Twirwaneho. Cette dernière allait plaider auprès de la présidence Burundaise la réouverture de l'axe Mulima et Mikalati pour des finalités humanitaires. En résumé, les Burundais ne visent pas à commettre un crime de masse contre les Banyamulenge ; il s'agit d'une stratégie de contrainte, qui malheureusement va asphyxier ces populations civiles. Par ailleurs, Christopher Davey souligne dans son récent livre l'idée du génocide qui serait ancrée dans l'esprit des combattants Banyamulenge et des RDF qu'ils côtoient. Ceci est également la rhétorique de ceux qui pensent que l'idéologie génocidaire est au centre de tous les conflits dans cette région pourtant ils s'enchevêtrent et ne se ressemblent pas.

4. Des initiatives de cohésion sociale

Depuis leur arrivée en RDC et leur déploiement dans les territoires de Fizi, de Mwenga et d'Uvira, les FDNB ont établi des liens avec les leaders Banyamulenge à Minembwe. D'ailleurs, certains membres de la Mahoro Peace Association auraient écrit au Burundi dans ce but. Au départ, des écrits proches de la Twirwaneho accusaient les RED-Tabara de s'allier aux Mai-Mai Wazalendo pour commettre des crimes de masse contre eux. L'armée burundaise s'est installée non seulement à Minembwe centre, mais aussi à Mikenge, Magunda et Malimba. Depuis ces positions, les Banyamulenge savent que les Burundais se sont engagés dans des discussions avec les communautés locales, notamment à Mikenge et Kitoga, dans les groupements Basimukindje 1 et Kigoma, ainsi que sur la plaine de la Ruzizi. Malgré les attaques virulentes contre les officiers burundais par des propagandistes rwandais, y compris des Banyamulenge, ces derniers cachent intentionnellement ce que certains de ces combattants ont fait en faveur de leur communauté. Il ne s'agit pas de soutenir la FDNB, mais de dire la vérité et les faits connus localement et inconnus du grand public, que l'armée burundaise n'a pas médiatisés. Selon des sources locales proche du processus, des initiatives ont été menées dans cette zone . En effet, plus de quatre sessions et réunions de médiation et de rapprochement entre les communautés en conflit ont été menées par la FDNB dans le groupement de Kigoma. Selon une source interne, de juin à juillet 2025, plusieurs rencontres en faveur de la cohabitation pacifique ont été organisées, tantôt avec la FDNB basée à Magunda, tantôt pour discuter de la situation sécuritaire dans la région et de la protection des femmes et des enfants déplacés de force. Des réunions se sont déroulées dans différents endroits et n'ont pas été rendues publiques. En juin 2025, une réunion s'est tenue dans le village de Rudefwe,

dans le groupement de Kigoma, pour discuter des tensions communautaires. Une deuxième mission a été effectuée à Kahololo. Cette dernière a été facilitée par les sages Bafuliru et Banyamulenge, ainsi que par le commandant MRDP/Twirwaneho, Isaac. Par ailleurs, une autre rencontre a été organisée à Muranvya, dans le groupement de Bijombo. À l'initiative du général de brigade John de la FDNB, des délégations des parties en conflit se sont rencontrées entre le 15 et le 16 juin, en présence du colonel Mudagiri Muhorane du MRDP/Twirwaneho. Ils ont également participé à d'autres réunions de sécurité à la base de la FDNB TAFOC à Magunda. Sous la coordination du général John, les délégués sont arrivés et ont pu discuter sans être tués. Dans le même esprit, une autre réunion a eu lieu à Kahololo, bastion des MRDP/Twirwaneho à Kigoma, sous la coordination du colonel Bigabo de la FDNB. En plus, à Kigunda, dans le groupement de Kigoma, la FDNB a organisé une réunion de pacification qui n'a pas donné de résultats. Enfin, la réunion de Shegebwe a réuni les membres des équipes burundaises, Banyamulenge, Banyindu et Fuliru. Malheureusement, tous ont été piégés, si bien que le général John a été grièvement blessé, un leader Nyindu a perdu la vie, un sage Banyamulenge a été tué et un leader local Fuliru a été touché par les éclats de la bombe. Ceci montre que la FDNB est non seulement impliquée dans des opérations militaires, mais qu'elle mène également des actions de rapprochement et de cohésion sociale, même si les résultats durables se font attendre. Mais comment la FDNB est-elle perçue dans la plaine de la Ruzizi et dans les hauts plateaux d'Uvira, de Fizi ou de Mwenga ?

5. Perceptions locales

La présence de l'armée nationale du Burundi (FDNB) dans l'est de la RDC et dans le Sud-Kivu est perçue différemment, selon des tendances. Pour certains, notamment des Burundais de la diaspora hostiles à leur régime et pro-Kigali ou pro-AFC/M23, il n'y a aucune raison à cette présence : il s'agit d'une guerre entre Congolais. Pour d'autres, l'AFC/M23 serait en train de libérer les Congolais du régime de Tshisekedi. Ils vont même jusqu'à demander à l'Union européenne de presser le Burundi de retirer ses troupes de la RDC. D'autres Burundais estiment que l'opacité des contreparties à la présence de la FDNB est criante et que les dirigeants burundais sont également dans la prédation, alors que les militaires ne reçoivent pas les « millions de Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo ». Contre ces arguments, certains Burundais estiment que leurs militaires sont au Congo pour assurer leur sécurité, de leurs pays et du régime également. Si l'AFC/M23 prenait le contrôle du territoire d'Uvira et de la ville, le pays serait bloqué et son régime serait menacé. Bien que ce pays connaisse des problèmes économiques, les problèmes de sécurité risquent de l'affaiblir davantage. Enfin, la voix des Congolais n'est pas prise en compte par ces Burundais critiques. Les FDNB sont au Congo, sécurisent les Congolais et sont avec eux dans les plans de protection. La question est de savoir si le retour au calme dans la plaine de la Ruzizi peut s'expliquer par la présence des forces burundaises uniquement ?

Depuis près de six mois, les habitants des groupements d'Itara-Luvungi, de Kakamba, de Luberizi et de Sange, situés dans la plaine de la Ruzizi, sur le territoire d'Uvira, vivent dans un climat de sécurité. Cette accalmie serait due à la présence de militaires burundais déployés dans la région pour assurer la protection des populations locales, mais aussi à la vigilance des FARDC et des Wazalendo. Selon les témoignages recueillis sur place, les habitants saluent le retour de la paix. Plusieurs d'entre eux avaient fui vers le Burundi le 15 février 2025, craignant les affrontements entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et le groupe armé

AFD/M23. Ces réfugiés étaient accueillis dans des sites temporaires au Burundi, notamment sur le terrain de football de Rugombo, dans la commune de Cibitoke, ainsi qu'à Karwema, dans la zone de Gihanga, dans la commune de Mpanda, dans la province de Bujumbura, malgré la précarité des conditions de vie dans ces camps. Lorsqu'ils ont appris qu'ils allaient être transférés à Rutana, dans la province de Buhumuza, située à plus de 150 kilomètres de leurs villages d'origine, beaucoup sont rentrés au Congo. Selon une source à Cibitoke, « *nous avons perdu des proches, des enfants et des biens emportés par la rivière Ruzizi pendant notre fuite. Nous ne voulions pas aller si loin de nos terres* », témoigne un habitant du groupement Itara-Luvungi, qui affirme vivre dans la sérénité grâce à la présence des soldats burundais. À Luberizi, un autre témoin explique qu'à son retour, il a trouvé sa maison intacte : « *Les militaires burundais patrouillaient dans toute la région. Rien n'avait été pillé ni détruit.* ». Les femmes vulnérables lors des déplacements, confirment que les cas de violences sexuelles, fréquents pendant les périodes de fuite, ont cessé depuis la stabilisation : « *Aujourd'hui, nous travaillons dans nos champs sans crainte. Nos récoltes de maïs et de manioc se font sans problème* ». Certains habitants soulignent également la baisse de la criminalité. Les cas de viol, de vol, d'assassinat non élucidé et d'enlèvement, qui étaient fréquents auparavant, ont régressé. Certaines autorités locales saluent la discipline et le professionnalisme des forces burundaises, ainsi que leur collaboration efficace avec les services administratifs congolais. « *Les soldats burundais ne harcèlent personne. Ils protègent la population et travaillent main dans la main avec nous, jour et nuit* », affirment les responsables des groupements de Luberizi et Itara-Luvungi, qui invitent les FARDC et les groupes d'autodéfense Wazalendo à adopter cette approche respectueuse. Pour rappel dans ces zones, on a observé de nombreuses tensions entre les groupes Wazalendo et les militaires, parfois entre eux-mêmes. Il est vrai que ces groupes sont aussi au cœur des dérapages, des violences et des extorsions contre les populations. Sur le plan militaire, les opérations conjointes entre les forces armées de la RDC, les Wazalendo et les troupes burundaises se poursuivent face à la menace persistante du mouvement rebelle ADF/M23. Cependant, selon plusieurs observateurs, les forces burundaises privilégient la stabilisation de la région à toute offensive majeure. Interrogé par téléphone sur la durée du déploiement, un commandant burundais basé dans le territoire d'Uvira et contrôlant la plaine d'Uvira, a indiqué sans détour : « *Nous ne quitterons pas le Congo tant que notre mission ne sera pas accomplie. L'ADF/M23 représente encore une menace réelle pour la sécurité des populations. Nous resterons aux côtés des Congolais aussi longtemps qu'il le faudra.* » Ainsi, la présence des forces burundaises dans la plaine de la Rusizi apparaît aujourd'hui comme un facteur déterminant pour la paix retrouvée. Les habitants espèrent désormais que cette stabilité durera et qu'elle permettra de relancer les activités agricoles et économiques de cette région meurtrie par les conflits depuis longtemps. Dans le même esprit, le chef de groupement par intérim de Bijombo a témoigné de l'importance des FDNB : « *Je peux te confirmer que les FDNB ont apporté la paix à Bijombo. Sans eux, nous serions en déplacement. Nous leur avons demandé de s'impliquer dans la cohabitation, et le moment est venu si ces cas de vol des vaches, sont signalés que ce soit celles des Banyamulenge, des Nyindu ou des Vira, et si des voleurs venaient d'un camp, les Burundais les poursuivent et protègent les populations et leurs vaches. Ils s'impliquent, ils me le disent chaque jour. Vraiment, ces gens nous aident, sans eux, nous ne serions pas dans ce groupement.* ». Enfin, selon la même source, « *le 14 novembre 2025 à 16 h, dans le groupement de Bijombo, chefferie des Bavira, des éléments de Wazalendo provenant de Kirungu, dans le groupement de Kijaga, ont voulu voler les vaches de membres de la communauté Banyamulenge dans le village de Gongwa, sous-village de Shakiro. Mais les propriétaires ont alerté et l'intervention est venue, les voleurs ont pris la fuite.* » Si les Burundais peuvent traquer les Wazalendo, voleurs de

vaches des Banyamulenge, comme le reconnaissent certains, ils montrent qu'ils les protègent tous, mais ils doivent aussi se sécuriser contre les menaces posées par les groupes armés Banyamulenge. En résumé, la perception des Congolais sur la présence burundaise est positive pour ceux qui voient en eux le salut, la sécurité et l'apport contre ce qu'ils appellent l'occupation et non la libération, l'agression et non la libération, selon certaines personnes. S'ils sont parties au conflits, ils sont aussi dans la sécurisation des Congolais, malgré le fait que la FDNB était accusée de viol, de pillage des minerais au Sud-Kivu (RDC) dans un rapport en 2023.

Conclusion

Ce billet de blog analyse les actions militaires ainsi que les initiatives de cohésion communautaire mises en place par la FDNB, tout en critiquant ses faiblesses et ses engagements à l'est du Congo, particulièrement au Sud-Kivu. Il commence par une précision sur les bases de sa présence. Cette force a été officiellement invitée, alors que les RDF, qui soutiennent l'AFC/M23, ne l'ont jamais été, mais elle fonctionne selon le réalisme sécuritaire dans les frontières communes. Arrivée au Sud-Kivu sur la base d'un accord sécuritaire bilatéral ayant consacré le TAFOC, puis d'autres accords confidentiels, la FDNB est, sur le plan des relations internationales et du droit international, légalement établie et a des droits, la RDC lui ayant délégué son monopole de la violence pour traquer les groupes armés hostiles à elle et aux FARDC. Elle est également en coopération officielle avec des groupes armés locaux, dont elle bénéficie des renseignements géographiques et opérationnels. Elle s'est ensuite déployée au Nord-Kivu, d'abord en tant que membre de l'EACRF, puis en solo après le départ de cette force régionale. La FDNB ne pouvait pas se limiter au Sud-Kivu alors que la RDC avait besoin d'elle au Nord-Kivu. Les militaires burundais ont perdu des hommes en RDC et d'autres sont encore détenus par l'AFC/M23. Puis que ce sujet concerne le Sud-Kivu, ces derniers se sont repliés, d'autres sont rentrés au Burundi, mais ils se sont ensuite redéployés dans les hauts plateaux. Considérant l'AFC/M23 et le MRDP/Twirwanaho comme des ennemis, et face aux soupçons de rapprochement entre ces deux rebellions et les FNL d'Aloyse Nzabampema, ils ont décidé de sécuriser les zones tampon pour endiguer les rebelles de l'AFC/M23 et leurs alliés.

Dans les hauts plateaux, ils se sont ensuite renforcés et ont adopté une politique de contrainte par la menace, affectant également des civils Banyamulenge qui ne sont pas associés aux rebellions. Bien qu'elles contribuent à leur sécurité. S'agissant des initiatives de cohésion sociale et de sécurisation des communautés en conflit (Banyamulenge, Bembe, Vira et Fuliru), ces dernières s'y sont inscrites à Bijombo, Kigoma et Minembwe et ailleurs. Ils participent à la répression des voleurs de vaches, qu'il s'agisse de Banyamulenge, de Nyindu ou de Fuliru. Ils se sont engagés à mener des rencontres avec des sages et des dirigeants de groupes armés ennemis afin de les concilier et de les inviter à la cohésion. Comment peuvent-ils alors planifier des crimes de masse contre les Banyamulenge ? D'ailleurs, dans une déclaration de dénonciation que nous avons consultée, les notables Nyindu, Vira et Fuliru les accusent de laxisme et de complicité avec les Banyamulenge. Ils les invitent à les remplacer. Enfin, l'armée burundaise est favorablement perçue localement par les Congolais, contrairement à certains membres de la diaspora tutsi (Burundais, Rwandais et Congolais). Si ces derniers les voient comme des génocidaires et leurs ennemis, d'autres Burundais légitimes estiment que leur armée n'a rien à faire au Congo et qu'ils ne voient pas les dividendes des millions que la RDC verse en contrepartie de leur présence. En revanche, des Congolais de la plaine de la Ruzizi, ainsi que certains habitants de Kigoma, de Bijombo et de

Mulima, disent le contraire. Selon eux, sans les Burundais, sans la FDNB, leurs villages seraient occupés par les « libérateurs » (AFC/M23 et les MRDP-Twirwaneho), appuyés par le Rwanda. Pour eux, la FDNB reste leur seul rempart, mais cela reste à prouver sur le long terme, car la situation n'est pas claire et les dynamiques sécuritaires changent à tout moment.

Josaphat Musamba est doctorant à l'Université de Gand, chercheur au GEC-SH / CERUKI, assistant d'enseignement à l'ISDR-Mbandaka. Il étudie les pratiques sécuritaires et/ou des guerres civiles ; les groupes armés et conflits locaux ; conflits armés et exploitation des ressources naturelles. Il a récemment coréalisé le film « le sang et la boue ».

X : @josaphatmusamba